



LA CHRONIQUE DE THOMAS PIKETTY

Le difficile pari indien

A lors que les doutes s'accumulent sur la Chine et son système financier, les regards se tournent de plus en plus vers l'Inde pour tirer l'économie mondiale dans les années et décennies qui viennent. La croissance devrait y être de près de 8% en 2016-2017, comme en 2015, contre 6% pour la Chine. L'Inde part certes de bas, avec un pouvoir d'achat moyen de l'ordre de 300 euros par mois et par habitant (contre 700 euros en Chine et 2000 euros dans l'Union européenne). Il reste qu'à ce rythme-là le rattrapage sur l'Europe pourrait se faire en moins de trente ans (contre quinze ans pour la Chine).

Ajoutons que la démographie joue pour l'Inde : d'après l'ONU, la population indienne devrait nettement dépasser celle de la Chine (qui vieillit et décline déjà) d'ici à 2025. L'Inde est appelée à devenir la première puissance mondiale par la population au XXI^e siècle, et peut-être aussi la première puissance tout court. D'autant plus que le pays s'appuie sur de solides institutions démocratiques et électorales, la liberté de la presse et l'Etat de droit. Le contraste est saisissant avec la Chine, qui vient d'expulser une journaliste française (sans que la France et l'Europe trouvent rien à redire), et dont le modèle politique autoritaire semble aussi indéchiffrable qu'imprévisible dans son évolution à long terme.

Indigent système de santé

Les défis à relever pour l'Inde sont cependant immenses, à commencer par celui des inégalités. On a bien du mal à retrouver les chiffres de la croissance dans les enquêtes de consommation auprès des ménages indiens, sans doute car une part disproportionnée de l'enrichissement est captée par une fine élite mal couverte par les enquêteurs. Le gouvernement indien ayant interrompu l'accès aux données de l'impôt sur le revenu au début des années 2000 (la Chine il est vrai n'en a jamais publié, tout en réussissant à mobiliser des recettes fiscales bien supérieures), il est difficile de trancher avec précision.

Ce qui est certain, c'est que l'investissement public dans l'éducation et la santé demeure nettement insuffisant en Inde et mine son modèle de développement. Exemple emblématique : l'indigent système public de santé, doté d'à peine 0,5% du PIB, contre près de 3% en Chine. La vérité est qu'à ce jour le Parti communiste chinois a beaucoup mieux réussi que les élites démocratiques et parlementaires indiennes à mobiliser des ressources significatives pour financer une stratégie d'investissement social et de services publics. Or, seule une telle politique peut permettre à l'ensemble de la population de bénéficier de la croissance et d'assurer le développement durable du pays. L'opacité et l'autoritarisme du modèle chinois le condamnent sans doute à terme s'il ne s'ouvre pas. Mais le modèle démocratique indien doit encore faire ses preuves, idéalement sans traverser les crises et les chocs par lesquels les élites occidentales ont fini par se faire imposer au XX^e siècle les réformes sociales et fiscales indispensables.

Le défi le plus considérable, sou-

Thomas Piketty est économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, professeur à l'École d'économie de Paris

LE DÉFI LE PLUS CONSIDÉRABLE EST LIÉ À L'HÉRITAGE DU SYSTÈME DE CASTES AUQUEL S'AJOUTE LE RISQUE D'AFFRONTMENTS IDENTITAIRES

vent mal compris en Occident, est lié à l'héritage du système de castes, auquel s'ajoute le risque d'affrontements identitaires entre la majorité hindoue et la minorité musulmane (14% de la population, 180 millions de personnes pour 1,2 milliard d'habitants), actuellement attisés par le parti nationaliste hindou, Bharatiya Janata Party (au pouvoir de 1998 à 2004, puis de nouveau depuis 2014).

Résumons. En 1947, l'Inde abolit officiellement le système des castes, et en particulier met fin aux recensements par castes menés par le colonisateur britannique, accusé d'avoir cherché à diviser l'Inde et à rigidifier ses classes pour mieux dominer et contrôler le pays. Le gouvernement développe toutefois un système d'admission préférentielle dans les universités et les emplois publics pour les enfants issus des plus basses castes (les SC/ST, «Scheduled Castes/Scheduled Tribes», anciens intouchables discriminés, près de 30% de la population). Mais ces politiques suscitent une frustration croissante chez les enfants issus de castes intermédiaires (OBC, «Other Backward Classes», environ 40% de la population), coincées entre les groupes les plus défavorisés et les plus hautes castes. A partir des années 1980, plusieurs Etats indiens étendent les politiques d'admission préférentielle à ces nouveaux groupes (auxquels peuvent se rattacher les musulmans, exclus du système initial). Les conflits autour de ces dispositifs sont d'autant plus vifs que les anciennes frontières entre castes sont poreuses et ne correspondent pas toujours aux hiérarchies de revenus et de patrimoines, loin de là. Le gouvernement fédéral se résout finalement à clarifier ces relations complexes en organisant en 2011 un recensement socio-économique des castes (le premier depuis 1931).

Le sujet est explosif et on attend toujours la publication complète des résultats. A terme, l'enjeu est de transformer graduellement ces politiques d'admission préférentielle en des règles fondées sur des critères sociaux universels tels que le revenu parental ou le territoire, à la manière des logiciels d'accès aux lycées ou dans le supérieur (ou de certaines aides aux entreprises) qui, en France, commencent timidement à accorder des points supplémentaires aux élèves boursiers ou à ceux issus d'établissements ou de territoires défavorisés.

D'une certaine façon, l'Inde tente simplement de faire face avec les moyens de l'Etat de droit au défi de l'égalité réelle, dans une situation où l'inégalité de statuts issue de la société ancienne et des discriminations passées est particulièrement extrême et menace de dégénérer à tout moment en tensions violentes. On aurait bien tort de s'imaginer que ces défis ne nous concernent pas. ■

piketty.blog.lemonde.fr

LE RETOUR DES TEMPÊTES FINANCIÈRES

ÉDITORIAL

Le risque était connu. Il s'est vérifié beaucoup plus vite que prévu. 2016 démarre comme l'année du retour des crises financières. Depuis le début du mois, les Bourses de Chine ont chuté de 20%, la place de Paris de près de 10%, tandis que, à New York, Wall Street a reculé de plus de 8%. Cette baisse brutale est le reflet d'une triple crise – chinoise, pétrolière, américaine –, qui menace l'économie mondiale.

Le choc premier vient de Chine. Le pays connaît une transition économique douloureuse. Il n'est plus l'atelier du monde, qui a fait sa fortune depuis un quart de siècle. Pas assez performante, l'économie chinoise peine à se moderniser et à réorienter son modèle de croissance vers la consommation intérieure. Pékin pilotait jusqu'à

présent avec fermeté une économie qui est tout sauf une économie de marché : crédits fixés par la Banque de Chine, taux de change contrôlés, salaires de facto fixés par l'Etat, pans entiers de l'économie protégés.

Le système ne s'effondre pas, mais la deuxième économie du monde connaît des soubresauts dangereux pour ses partenaires. A commencer par la baisse du yuan. Pour l'instant, Pékin se bat contre les marchés pour freiner la dévaluation de sa devise – ses réserves monétaires ont fondu de plus de 100 milliards de dollars en décembre –, mais combien de temps sera-t-il possible de résister à la spéculation ? Une dévaluation compétitive, comme celles qui prévalaient en Europe avant l'euro, n'est pas à exclure : elle créerait un choc majeur sur l'économie mondiale.

Un double choc

Parallèlement, la crise du pétrole s'accélère. Le baril de brut est passé sous les 30 dollars, en recul de plus de 15% depuis le début de l'année. Au plus bas depuis douze ans, il entraîne avec lui l'ensemble des matières premières. Pour mémoire, l'or noir s'échangeait encore à 115 dollars il y a dix-huit mois. N'en déplaise aux automobilistes, ce prix est beaucoup trop bas. Jusqu'à 70 dollars, un pétrole bon marché est favorable à la croissance mondiale. En deçà, il a des effets récessifs : les pays producteurs sont obligés de ré-

duire leurs importations et leurs investissements, ils se trouvent exposés à de graves risques politiques et sociaux, tandis que les compagnies pétrolières sabrent dans les investissements. L'affaire risque de durer, car l'Arabie saoudite mène une guerre du pétrole contre l'Iran et la Russie et cherche à écarter du marché les producteurs américains de pétrole de schiste.

Ce double choc se répercute sur les Etats-Unis. Les entreprises sont chahutées en Bourse. Les multinationales sont affectées par le ralentissement chinois et celui des grands émergents. Contre-choc pétrolier oblige, le secteur de l'énergie est en chute libre, et les faillites qui se multiplient affectent, par ricochet, les valeurs bancaires. Plus généralement, le cycle de reprise de l'investissement américain, entamé depuis sept ans, arrive à son terme. Certes, le moral des ménages est encore bon et l'emploi se porte bien. Mais l'activité de l'industrie s'est contractée ces derniers mois, pour retomber à son plus bas niveau depuis 2009, et la consommation marque de sérieux signes d'essoufflement. Bref, l'Amérique freine dangereusement, alors que la Réserve fédérale vient tout juste de remonter ses taux d'intérêt après des années d'argent facile.

Ces incertitudes feront, hélas, une victime collatérale, l'Europe – et particulièrement la France –, qui attend la croissance comme on attend Godot. ■

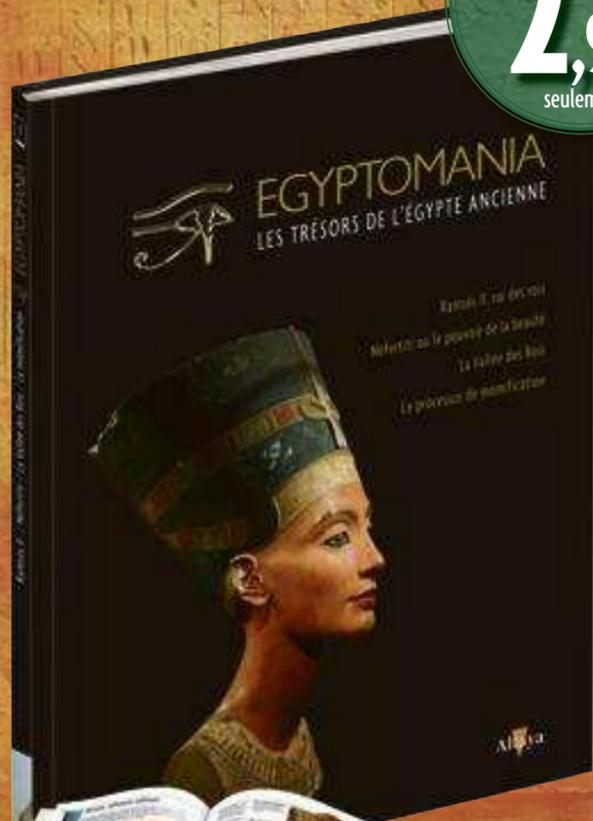
Le Monde

PRÉSENTE EGYPTOMANIA

Une collection pour découvrir la vie
et les mystères de l'Égypte des pharaons

NUMÉRO 1
2,99 €
seulement

Une collection parrainée
par Robert Solé
Journaliste et écrivain,
spécialiste de l'Égypte



RETROUVEZ
LE NUMÉRO 2
dès le 21 janvier

www.EgyptomaniaLeMonde.fr

CHAQUE SEMAINE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX